

Solidarité départementale  
Service de l'Autonomie

**ARRETE N° 15 - 2218**  
**Fixant le prix de journée du Foyer**  
**de vie Sainte Angèle.**

**La Présidente du Conseil départemental de la Lozère**

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R314-22 et suivants, R314-34 et suivants ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU la délibération du Conseil général du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif départemental de l'exercice 2015 ;
- VU les propositions budgétaires de l'établissement ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

**ARRETE**

**Article 1** Pour l'exercice budgétaire 2015 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Foyer de vie Sainte Angèle, sont acceptées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	412 968,00 €	<b>Total des dépenses</b> 3 513 695,00 €
<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	2 686 949,00 €	
<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	413 778,00 €	
<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 307 240,00 €	<b>Total des produits</b> 3 513 695,00 €
<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	182 455,00 €	
<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	24 000,00 €	

**Article 2** Le nombre de journées prévisionnelles pour l'hébergement permanent est fixé à **22 265 jours**.

**Article 3** Le prix de journée du Foyer de vie Sainte Angèle pour l'hébergement permanent est fixé à **147,23 € à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015**.

**Article 4** Les produits de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement perçus par les résidents sont intégralement reversés au groupe II "autres produits relatifs à l'exploitation", compte 758 sur le budget de l'établissement.

**Article 5** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** Monsieur le Directeur général des services du département, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

MENDE, le **28 SEP. 2015**

La Présidente du Conseil départemental,  
Sophie PANTEL

